

Le Centre Internet et Société : fédérer les recherches sur le numérique en France et au niveau international.

Entretien avec Francesca Musiani

Propos recueillis par Marie-Eva Lesaunier et Gaël Stephan

Vous co-dirigez, avec Mélanie Dulong de Rosnay, le Centre Internet et Société (CIS), qui a été créé en janvier 2019 et qui est caractérisé par une forte ouverture internationale. Pouvons-nous revenir sur la genèse du Centre ?

Une précision tout d'abord : le CIS naît avec une forte intégration internationale, mais notre idée est aussi de développer un réseau au niveau français et francophone. Notamment parce le Centre s'inscrit dans des réseaux internationaux auxquels appartiennent d'autres laboratoires du type Centre Internet et Société, et qu'une partie de la mission que nous a confiée l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS (INSHS) était aussi de fédérer des chercheurs basés en France et francophones autour de ces questions. Ceci étant dit, faisons un petit pas en arrière pour ce qui est de la genèse de ce laboratoire. J'ai été recrutée au CNRS en 2014 et j'ai passé les premières années de ma carrière au CNRS à l'Institut des Sciences de la Communication (ISCC), un laboratoire qui se proposait de croiser des problématiques de communication avec des problématiques de sciences, technologies et société. Donc c'était quelque chose d'assez original dans le scénario global du CNRS qui a toujours traité l'objet communication de façon un peu particulière. Nous avons appris il y a à peu près deux ans que l'ISCC n'allait pas continuer d'exister en l'état. Il y a eu une tentative de l'agrandir, qui n'a pas abouti. Suite à ça, la direction de l'INSHS du CNRS a examiné les suites à donner à l'ISCC. Et ce qui a été retenu, entre autres, c'est que les pôles numériques de l'ISCC – il y en avait un certain nombre, j'en dirigeais un – pouvaient avoir une deuxième vie avec ce Centre Internet et Société, qui s'inscrivait déjà dans un modèle de laboratoire qui existe à l'international.

Là, on en revient à votre question : ce modèle Centre Internet et Société peut bénéficier d'un effet de marque international, pour ainsi dire. C'est un modèle de laboratoire qui a été inauguré il y a déjà un certain nombre d'années par l'université d'Harvard, avec l'idée que les recherches sur les implications sociales, politiques, juridiques et économiques de l'Internet pouvaient avoir des implications sociétales directes assez fortes sur le bien être ou l'amélioration des conditions de vie des internautes. Il fallait donc que ces centres soient porteurs d'une « scholarship with impact », d'une recherche à fort impact sociétal, en prise avec la société. C'est ce type de modèle qui nous inspire. C'est pour cela que l'on a appelé ce laboratoire « Centre Internet et Société », justement pour nous mettre sous la bannière de ces Centres Internet et Société et prendre notre envol avec cet effet de marque. Mélanie Dulong de Rosnay et moi, alors chercheuses à l'ISCC, avons été sollicitées pour fonder le CIS. Valérie Schafer, qui dirigeait le troisième pôle numérique de l'ISCC, a entretemps pris un poste à l'Université du Luxembourg, mais on a le plaisir de la « garder parmi nous » en tant que chercheuse associée.

Parallèlement à la marque CIS à l'international, il y a un projet de Groupement de Recherche qui est en cours de construction. Et c'est là que se développerait ce réseau francophone. Quels en sont les enjeux ? Comment cela va-t-il se formaliser ?

On a discuté tout au long de l'année 2018 de la forme que le Centre Internet et Société naissant allait prendre. Une première décision a été de ne pas avoir une Unité Mixte de Recherche (UMR), avec une cotutelle autre que le CNRS, généralement une université. Ceci parce que nous avons vu que le spectre de chercheurs qui s'intéressent aux enjeux du

numérique dans la société est vraiment très fragmenté au sein de différentes institutions. En conséquence, il a été décidé que nous serions une petite unité propre de recherche, composée uniquement de personnels du CNRS, à laquelle viendrait s'adosser, avec la constitution ultérieure d'un Groupement de Recherche (GDR), un réseau de recherche relativement souple permettant de fédérer et de mettre en lumière les chercheurs français travaillant sur le numérique et la société. Ce réseau est déjà concret, il préexiste au Centre et s'est tissé à travers un ensemble de collaborations. Avec le GDR, il bénéficierait en plus d'une "vitrine" au niveau national, ce qui permettrait de visibiliser les forces vives pouvant être amenées à travailler ensemble.

Nous avons commencé à mettre en place ce réseau à compter de fin 2017, en organisant une première réunion avec des chercheurs intéressés. Et nous avons continué tout au long de 2018 et 2019. Le projet a été déposé en septembre dernier, et est le résultat de deux ans d'interactions. Et de fait, le réseau a une taille informelle assez conséquente, avec près de 200 chercheurs qui sont plus ou moins impliqués dans les activités coordonnées par le Centre. Nous espérons maintenant une réponse positive des instances décisionnelles du CNRS qui sont en train d'examiner le dossier.

Il y a donc une inscription à l'international, au sein de réseaux internationaux et européens. Comment le CIS se positionne-t-il dans cet environnement ?

Il y a un réseau de Centres Internet et Société qui est global, qui réunit presque cent laboratoires à travers le monde. L'ISCC était déjà membre de ce réseau via son cluster de pôles numériques, et nous avons pris la suite en poursuivant cette implication. Depuis début 2018 existe aussi un « European hub » des Centres Internet et Société, en reconnaissant qu'il y a des spécificités régionales qui peuvent apparaître. Nous sommes donc membres de ce hub européen, et avons participé à sa première réunion en fin d'année dernière. Nous sommes aussi membres d'un certain nombre de réseaux thématiques, se réunissant autour d'une discipline ou d'un objet de recherche. D'abord le Global Internet Governance Academic Network qui existe depuis une dizaine d'années, depuis le premier forum sur la gouvernance de l'Internet. Ainsi que le RESAW (Research infrastructure for the Study of Archived Web materials) qui est un réseau de recherche dédié aux archives du web. Voilà le type de réseaux auxquels nous appartenons et avec lesquels nous prolongeons une collaboration.

Concernant la recherche à proprement parler, à l'occasion de la conférence inaugurale du CIS, Philippe Aigrain de la Quadrature du Net a eu un discours assez pessimiste dans lequel il en appelait au développement d'un discours critique d'Internet s'appuyant sur une interdisciplinarité forte. Justement, cette interdisciplinarité fait partie du projet du CIS. Étant donné le contexte français dans lequel les disciplines sont relativement cloisonnées, comment mettez-vous en place cette interdisciplinarité ?

Le discours de Philippe avait sans doute un pessimisme lié à son expérience de plusieurs générations d'outils numériques et de la façon dont ils ont été cooptés. Mais il y avait aussi à la fin de ce discours une note un peu plus optimiste relative à ce que peut faire la jeune génération dont nous faisons partie pour améliorer, via la recherche, les scénarios de concentration ou de centralisation actuellement dominants.

L'interdisciplinarité est quant à elle un défi auquel Mélanie et moi avons été confrontées à un niveau individuel dans nos carrières. Personnellement, je suis titulaire d'un doctorat en sociologie de l'innovation, mais je n'ai jamais été qualifiée en sociologie par le système universitaire : ma thèse touchait en effet également aux SIC, au droit international, et à l'informatique. Et c'est donc une belle histoire qui a commencé comme ça : je crois que si je n'avais pas été recrutée au CNRS par une commission interdisciplinaire, la commission 53

qui croisait des problématiques de communication et de STS, je n'aurais pas pu entrer au CNRS, quand bien même l'interdisciplinarité y est mieux acceptée que dans les universités.

C'est donc une ligne assez fine qu'on cherche à tisser avec des activités interdisciplinaires. Nous avons par ailleurs toutes deux reçu des marques de reconnaissance pour cette volonté, notamment au niveau européen, avec des programmes que nous avons piloté et pour lesquels l'interdisciplinarité constituait une pierre angulaire, ce qui passait notamment par la collaboration avec des informaticiens, mais pas seulement. Cela pose le problème au quotidien de l'interaction des langages, des méthodes et des pratiques. C'est une dimension porteuse d'opportunités qu'il nous faut poursuivre. Il se trouve que nous comptons parmi les rares personnes dans l'enseignement et la recherche français pouvant se le permettre, en étant recrutées par une commission interdisciplinaire et en ayant reçu un mandat pour construire une unité interdisciplinaire. C'est ce que nous cherchons à faire. Je l'ai illustré par les financements que l'on obtient avec cette étiquette interdisciplinaire, mais cette ambition passe aussi par le recrutement de nos premiers doctorants, qui devraient arriver pour début 2020. Nous compterons une mathématicienne qui passera une année et demi chez nous et une année et demi dans un laboratoire d'informatique à Grenoble. Nous devrions également recruter un profil de design participatif sur le premier projet européen sur lequel nous serons amenés à travailler depuis la création du CIS, SoBigData++. L'interdisciplinarité passe donc aussi par la formation des doctorants.

Dans les axes de recherche du CIS, qui ont une organisation spécifique, comment est-ce que l'interdisciplinarité se manifeste ? Et comment le travail se répartit au sein de ses axes ?

Les axes sont regroupés autour d'un socle commun, qui vient de notre expérience, à Mélanie et moi, qui avons travaillé sur les stratégies de décentralisation et production de biens communs, sur la façon dont les stratégies horizontales et bottom-up s'opposent à des dynamiques dominantes de concentration. C'est là notre empreinte, que l'on retrouve dans tous les axes. Nous avons un axe historique, pour lequel nous souhaiterions que Valérie Schafer soit toujours avec nous, bien qu'elle soit chercheuse associée. Nous poursuivons de toute manière ce travail avec elle, sur le patrimoine numérique et sur le patrimoine numérisé. Il y a un axe tourné vers les sciences de données, qui a été développé en collaboration avec Tommaso Venturini, recruté un tout petit peu avant les débuts officiels de l'unité. Il a été cofondateur du médialab de Sciences Po Paris et est donc spécialiste des approches computationnelles et de cartographie des réseaux numériques. Il y a un axe relatif aux infrastructures, aux algorithmes et aux protocoles, en comprenant ces deux derniers éléments comme des infrastructures, même s'ils ne sont pas matériels, parce qu'ils structurent l'être-ensemble sur Internet. Et il y a finalement un axe sur la citoyenneté et l'État, avec pour corollaire les pratiques de surveillance et de censure. Cet axe cherche à explorer la manière dont l'État se transforme avec le numérique, et l'influence des outils numériques sur la *façon d'être* de l'État et sur son évolution, qui n'est pas nécessairement positive. Là, la contribution de Félix Tréguer est précieuse, en tant que chercheur associé, il a été avec nous lors de la phase de création du CIS et nous le considérons comme l'un des cofondateurs.

Ces axes sont effectivement assez autonomes ; s'il y a des financements, ils sont généralement alloués à un des axes. Par exemple, le premier projet européen que nous venons d'obtenir, SoBigData++ est plutôt affilié à l'axe sciences de données, porté par Tommaso Venturini. Il y a une ANR que je porte avec Ksenia Ermoshina, notre nouvelle recrue, qui porte sur les résistances numériques sur l'Internet russe, et qui se place donc entre l'axe relatif aux infrastructures et celui portant sur les reconfigurations de l'État. Ces axes existent donc et ont vocation à continuer à exister, car ils correspondent aux intérêts de recherche des membres, mais l'allocation des ressources sera à géométrie variable, en fonction des différents projets.

Par ailleurs, nous souhaiterions à terme accueillir un chercheur permanent informaticien qui aurait son affectation principale chez nous. Parce que nous disposons d'une grande variété de profils disciplinaires au sein du CIS, mais c'est actuellement ce qui nous manque. Nous bricolons tous et toutes pour la plupart, mais nous n'avons pas de formation spécifique. Voilà, les composantes informatiques et économiques sont les deux grandes absentes pour le moment, mais elles vont venir via le réseau de recherche que nous mettons en place. Et ça s'est vu je crois de façon assez convaincante lors de la conférence inaugurale du CIS, avec des spécialistes intéressés par les implications sociétales, et désireux d'apporter leurs compétences techniques.

Vous évoquez le projet européen SoBigData++. Dans ce cadre, le CIS est assigné à un projet d'analyse en temps « quasi-réel » d'un événement comme une campagne, ou une controverse, afin d'en analyser les modes de circulation sur Internet. Pouvez-vous nous parler de ce projet ? Comment mettre en place une telle étude d'un point de vue méthodologique ?

C'est probablement Tommaso Venturini qui pourrait le mieux vous en parler. Notre tâche principale sur ce projet sera d'accompagner les autres partenaires dans l'organisation de datathons, avec l'idée de réunir pendant plusieurs jours des chercheurs, des experts, mais aussi des étudiants et des citoyens autour d'un jeu de données et de voir comment l'utiliser au mieux, comment le visualiser et l'exploiter, comment en partager les données et les résultats de cette analyse. Les « data sprint », un format que Tommaso Venturini développe depuis plusieurs années, représentent donc une sorte d'application à la recherche des techniques de développement agile très populaires dans le milieu open source.

Dans ces dispositifs, le temps réel consiste à réunir des gens autour d'un problème, et de jeux de données pour voir directement comment les exploiter. Cela va porter sur des sujets d'actualité, ce qui signifie que nous ne savons pas encore exactement ce sur quoi vont porter les datathons à venir.

Dans une perspective européenne, comment choisir l'événement à étudier ?

En recourant à la sociologie computationnelle, Tommaso Venturini a beaucoup travaillé sur les *fake news* ces dernières années. Il préfère utiliser le terme de *junk news*, d'ailleurs. Il a par ailleurs publié un guide sur le sujet, traduit en plusieurs langues. Ce thème sera donc vraisemblablement repris pour les datathons.

D'ailleurs, la volonté de modéliser la concentration pathologique de l'attention dans le débat en ligne est au cœur du projet que j'ai mentionné précédemment, pour lequel nous rejoint une doctorante mathématicienne. C'est le projet "DOOM" mis en place dans le cadre d'un programme de recherche pour les 80 ans du CNRS. Dans ces deux cas, nous sommes en présence de projets interdisciplinaires liés à des sujets d'actualité ; il y aura donc des ponts entre les deux.

Ces datathons seront-ils ouverts exclusivement aux universitaires, ou aussi à des acteurs de la société civile ?

Le projet SoBigData++ est un projet très grand et complexe dont nous n'assurons qu'une petite partie, Les possibilités d'interaction avec la société civile dépendront donc aussi des activités mises en place par les autres partenaires. Avec le GDR également, nous développons des liens au-delà des seuls universitaires. Si la première année de formalisation du projet s'est faite entre universitaires, nous avons commencé à réfléchir aux façons de nous ouvrir à la société civile. Nous avons commencé avec la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING), et notamment avec Jacques-François Marchandise, qui a une

double casquette, recherche et société civile. Et nous avons également tissé des liens avec la Quadrature du Net, qui compte des chercheurs impliqués dans l'activisme.

Vous développez une approche dans laquelle Internet n'est pas seulement un objet d'étude, mais aussi un outil que la communauté scientifique emploie. Dans ce cadre, le CIS a pour ambition de promouvoir des bonnes pratiques en termes d'usage du numérique. Quels constats vous ont mené à formuler cette ambition ? Comment promouvoir concrètement ces bonnes pratiques ?

Cette préoccupation découle de nos intérêts respectifs pour la décentralisation et les pratiques alternatives. C'est l'idée qu'il y a des Internets alternatifs, distincts des GAFAs. Des Internets qui ont donc des vies tumultueuses, avec de forts taux d'échec ou de transformation. Le cycle de vie de ces projets répond à des dynamiques que nous avons étudiées et auxquelles nous sommes favorables en tant que citoyens de l'Internet, en plus de leur intérêt en tant qu'objet de recherche. Donc cette incitation aux bonnes pratiques dérive de là : beaucoup de ces projets, de ces outils, ne sont pas que des objets à analyser, ce sont aussi des outils dont on peut se servir. Cela peut être très simple, par exemple utiliser un Framadate plutôt que Doodle ! Mais ça peut être aussi le fait de faire une année et demi de terrain auprès d'une start-up de messagerie sécurisée et décentralisée, en décidant de participer à son développement et à son amélioration. C'est ce qu'a fait Ksenia Ermoshina à l'issue d'une enquête ethnographique en post-doctorat. Elle maintient des liens avec l'entreprise et continue à contribuer à son développement, notamment pour baisser les barrières techniques et économiques à l'entrée, ce qui représente un problème récurrent de ces dispositifs alternatifs. C'est donc cela que nous signifions par « bonnes pratiques » : essayer de faire nôtres ces alternatives, autant que possible dans nos pratiques quotidiennes, et les promouvoir.

Ce qui peut passer par une implication auprès d'acteurs privés ?

Je viens de vous en donner un exemple, avec un acteur tout à fait alternatif. Mais la question des liens avec les acteurs privés est très sensible, et pas uniquement pour nous. Le réseau global des CIS, précédemment mentionné, aura comme sujet de sa prochaine rencontre la question des différents types de financements. Nous discuterons donc pendant un ou deux jours de l'éthique, des frontières de ces financements. Nous-mêmes, en qualité de nouvelle unité, nous nous posons la question du type de collaborations dans lesquels nous souhaitons nous engager. Nous avons la chance d'être une petite unité dans laquelle nous pouvons tous nous réunir autour d'une table et discuter des différentes options, avec un ensemble de principes : on ne prendra pas de l'argent d'Epstein, ça c'est sûr ! Nous essaierons de faire de notre mieux selon les cas, et selon les propositions que nous recevrons.

Quand ont lieu ces rencontres ?

C'est le 23 octobre, à Amsterdam. C'est organisé par un collègue qui porte un projet sur la blockchain, un sujet transversal puisqu'on commence à l'envisager comme structure de base de toutes les activités en ligne !

Pour terminer, pouvons-nous parler de la spécificité des *Internet studies* en France ? Existe-t-elle ? Comment la qualifier ?

Une spécificité française qui a sûrement existé était la sociologie des usages d'Internet à la française, avec Josiane Jouët et ce qui a découlé de ses travaux. Dans le même temps, des questions très répandues aux États-Unis le sont un peu moins en France. Les problématiques liées à la gouvernance d'Internet se développent de plus en plus. Mais en sociologie et en sciences de la communication, il me semble que c'est un peu moins traité

que dans d'autres disciplines, peut-être plus stratégiques, comme les sciences politiques ou la géographie. Ce que je cherche à faire, c'est-à-dire importer les concepts de la sociologie des techniques et de l'innovation à l'étude de la gouvernance de l'Internet, je n'ai pas l'impression que ça se fasse autant en France qu'ailleurs dans le monde.

Par contre, je vois toute une scène très vivante, qui vient des sciences de la communication, mais aussi de la sociologie et des sciences politiques, qui s'attache à étudier les pratiques et les usages. En analyse de discours il y a des choses extrêmement intéressantes qui se font en France. Je pense que tout cela ne peut que se diversifier davantage, à condition que la collaboration interdisciplinaire se développe plus encore, ce qui passe notamment par la mise en interaction de l'informatique et des sciences sociales.